



**DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL
DE LA COMMUNE DE LAVÉRUNE n° 2024-16
Séance du 20 mars 2024 à 18 heures 30**

L'an deux mille vingt-quatre, le vingt mars à dix-huit heures trente, le conseil municipal de la commune de Lavérune, dûment convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, en mairie, sous la présidence de M. Roger Caizergues, maire.

Présents : MM Frédéric Aldon, Roger Caizergues, Sylvain Castellon, Sylvain Deyrat, Philippe Lenoir, Michel Perez, François Petit, Jean-René Oudinot, Joël Salgues

Mmes Frédérique Berard, Laurence Enjalbert, Elodie Joannot, Paloma Pervent,

Absents ayant donné procuration : M. Théo Briane pouvoir à M. Roger Caizergues, M. Didier Huber pouvoir à M. Sylvain Deyrat, Mme Romane Palau pouvoir à Mme Paloma Pervent, Mme Fanny Suau pouvoir à M. Michel Perez, Mm Brigitte Torrandell pouvoir à M. Frédéric Aldon, M. Alexis Viala pouvoir à Mme Frédérique Berard

Absents excusés : Mme Souhila Gouard, M. Filipe Serra, Mme Irène Vilaplana

Absents : Mme Nathalie Balsan

Secrétaire de séance : Mme Frédérique Berard

Nombre de membres en exercice : 23

Présents : 13

Procurations : 6

Absents : 4

Votants : 19

Date de convocation et affichage

8 mars 2024 pour les affaires budgétaires

15 mars 2024

Objet : Délégation d'utilisation de la fongibilité des crédits budgétaires M57

M. le maire donne la parole à M. Sylvain CASTELLON, conseiller municipal délégué aux finances et au personnel, qui rappelle à l'assemblée délibérante que le référentiel M57 étend à toutes les collectivités territoriales les règles budgétaires assouplies dont bénéficiaient les Régions, offrant une plus grande marge de manœuvre budgétaire aux gestionnaires et notamment en matière de fongibilité des crédits.

Dans ce cadre, le conseil municipal peut déléguer au maire la possibilité d'utiliser la fongibilité de crédits budgétaires (virement de crédits d'un chapitre budgétaire à un autre au sein d'une même section), dans la limite de 7,5% des crédits réels d'une section. Le chapitre 012 "Charges de personnel" n'est pas concerné par cette fongibilité des crédits budgétaires, ni dans un sens (à l'origine des crédits que l'on prend) ni dans l'autre (à destination des crédits que l'on envoie vers un chapitre).

Cette fongibilité dite asymétrique permet notamment d'ajuster, dès que le besoin apparaît, la répartition des crédits sans modifier le montant global des sections. Elle permet aussi de réaliser sans attendre des opérations purement techniques. Ces dispositions contribuent à améliorer l'efficacité de l'exécution budgétaire et la réactivité opérationnelle.

L'assemblée délibérante est informée alors des virements de crédits opérés lors de sa plus proche séance, dans les mêmes conditions que la revue des décisions prises dans le cadre de l'article L2122-22 du Code général des collectivités territoriales.

Entendu l'exposé de M. Sylvain CASTELLON, sur proposition de M. le maire, le conseil municipal à la majorité des voix exprimées (voix pour : 17, voix contre : 2, abstention : 0)

- autorise M. le maire à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans la limite de 7,5% des dépenses réelles de chaque section ;

Délibération n°2024-16

Envoyé en préfecture le 26/03/2024

Reçu en préfecture le 26/03/2024

Publié le

ID : 034-213401342-20240320-2024_16-DE

- donne tous pouvoirs à M. le maire ou à son représentant à prendre toutes les mesures ainsi qu'à signer tous les documents nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Ainsi fait et délibéré, Lavérune le 20 mars 2024.

Roger CAIZERGUES
Maire



Frédérique BERARD
Secrétaire de séance



Le Maire, certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter sa publication et de sa transmission aux services de l'État. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr nomenclature : 7.1.7